

les difficultés auxquelles l'organisation doit faire face. Néanmoins, je suis persuadé que si nous évitons la guerre,—ce que je n'ose espérer,—le bon sens des Russes finira par prendre le dessus et ils tâcheront alors autant que nous d'assurer le maintien d'une assemblée,—qu'il s'agisse des Nations Unies ou de quelque autre,—qui permette aux peuples de l'univers de régler leurs différends. Il arrive parfois, en cette enceinte, qu'un aspect apparu au cours du débat nous fasse changer d'avis. En suivant le raisonnement de ceux qui soutiennent l'avis contraire, on se dit: "Je n'avais pas songé à ce point, qui a certes de l'importance."

Je vais maintenant adresser un reproche au Gouvernement. Quoi qu'en dise mon estimable collègue de Carleton (l'honorable M. Fogo) la population du Canada sait fort bien que depuis 1945 nous avons affecté un milliard et demi aux fins de la défense militaire, mais que le 14 juillet dernier, lorsque les Nations Unies nous ont demandé d'envoyer des troupes de terre en Corée, nous n'avons pu acquiescer à cette demande. On nous apprend que nous avions 10,000 hommes formés comme parachutistes ou fantassins, mais qu'il fallait les garder au Canada pour assurer notre propre protection. Je mets cette affirmation en doute. Si nous laissons les nôtres perdre la guerre en Corée, les communistes s'en prendront à un autre pays, l'Iran, la Yougoslavie ou l'Allemagne. Ils continueront à employer les tactiques d'Hitler en attaquant les endroits où la résistance est la plus faible.

Il ne suffit pas d'entendre le Gouvernement affirmer que nous avons 10,000 militaires formés au pays. Le général McArthur a précisément demandé des militaires formés. Il lui fallait des troupes de terre qui pussent être lancées immédiatement dans la mêlée, au besoin. Bien des personnes s'opposent à l'envoi de troupes canadiennes au combat en Corée, mais je crois que la majorité des nôtres se demandent pourquoi, après toutes ces prodigalités aux fins militaires nous n'avons pu envoyer de troupes à la ligne de feu. Même si nous en avions envoyé, nous n'aurions pu leur fournir les armes nécessaires. Je ne prétends pas que l'argent a été consacré à de mauvaises fins, mais plutôt qu'il a été dépensé follement.

L'honorable M. Aseltine: Je ne vois pas la différence.

L'honorable M. Haig: Il n'y en a pas.

Je n'ai pas une aussi haute opinion du ministre de la Défense nationale que mon honorable collègue. Je crois que lorsque le ministre a pris la direction du ministère qui

lui est aujourd'hui confié, il était d'avis que nous n'aurions plus jamais à faire la guerre, ou, qu'advenant le contraire, nous aurions un délai de six à huit mois, ou même davantage, afin de former des troupes et de les envoyer aux endroits requis. Dans l'entretemps, nous n'avions qu'à maintenir de faibles effectifs. Mais les Russes l'entendaient d'une autre oreille. Le programme des États-Unis ressemblait beaucoup au nôtre, apparemment. Je n'adresse aucun blâme à ce dernier pays, car je n'en ai pas le droit, mais je me souviens que, vers le milieu de juin, le secrétaire à la Guerre des États-Unis a affirmé que son pays était prêt à lutter contre toute nation du monde. Or il était loin d'être prêt!

Pour revenir à notre propre situation. Bien que le secrétaire général des Nations Unies ait demandé de l'aide en faveur de la Corée le 14 juillet dernier, nous n'avons pris aucune mesure à cette fin avant le 7 août. Comment expliquer ce retard? Nous n'étions pas sans savoir que le reste de l'univers surveillait attentivement nos gestes. Le Canada est l'une des grandes nations libérées de l'heure. La Russie nous considère sans doute comme le meilleur pays à conquérir, et en même temps celui dont la prise serait la plus facile de toute advenant une attaque par voie de terre. Malgré tout, lorsqu'on nous a demandé de l'aide, nous n'étions pas prêts. Nous avons mis trois semaines à nous décider à agir, —vingt-quatre jours exactement,—puis nous avons appelé des volontaires. Évidemment, nous n'avons pas tardé à en trouver.

Notre population s'inquiète d'un tel état de choses car elle s'aperçoit qu'on ne nous accordera pas six ou huit mois en vue de préparer notre défense. Advenant que la Russie décide d'attaquer le Canada ou les États-Unis, elle est trop avisée pour nous accorder un répit aussi favorable. Or chez nos voisins règne une véritable révolution à la suite du manque de préparation du pays à une guerre mondiale. Qu'on y songe bien! L'autre jour, le général McArthur, chef des troupes des Nations Unies en Corée, a dû demander des renforts de troupes de terre qui l'aideraient à tenir le coup. J'espère qu'il est en mesure de tenir bon, mais je n'en suis pas sûr. En de telles conjonctures, aucun sénateur ni aucun député n'a le droit de pousser la complaisance jusqu'à soutenir que le ministre de la Défense nationale s'est bien acquitté de sa tâche. Un tel compliment n'a pas sa raison d'être.

Je suis bien aise que nous ayons envoyé au moins quelques destroyers en Corée et fourni des avions pour le transport des approvisionnements. Ce n'est guère un grand effort pour